

La démocratie en entreprise et propriété financière

Gabriel Monette*

Résumé

Cet article se veut une exploration du concept de propriété dans la pensée républicaine. Il sera question d'aborder notre réflexion avec la définition de la propriété de John Christmann, ce qui nous permettra de faire ressortir des nuances importantes dans le concept d'autonomie, notamment la nécessité, pour son existence, d'un certain contrôle. Nous verrons que le républicanisme, en insistant sur l'importance du contrôle comme élément fondamental à la liberté, offre un outil important pour le design des institutions économiques.

Une littérature riche a récemment émergé concernant la démocratie en entreprise (ou *workplace democracy*) notamment avec les travaux d'Alex Gourevitch¹. Un courant fort a notamment pris racine dans le retour en force du républicanisme. Le républicanisme est un courant philosophique ayant le vent dans les voiles depuis les écrits fondateurs de Pettit et de Skinner². Celui-ci a été repris par de très nombreux auteurs pour défendre des idées comme les droits

* L'auteur est doctorant en philosophie (Université de Montréal).

¹ Gourevitch, A. (2014), *From Slavery to the Cooperative Commonwealth*.

² Pettit, P. (1997), *Republicanism* ; Skinner, Q. (1998), *Liberty before liberalism* ; Gelderen, M. van et Q. Skinner (2005), *Republicanism a shared european heritage. Volume I* ; Gelderen, M. van et Q. Skinner (2005), *Republicanism a shared European heritage. Volume II*.

civiques³, la place de l'éducation et le rôle du citoyen⁴ ou même la justice globale⁵. L'originalité de cette approche fait en sorte qu'elle est abordée dans plusieurs disciplines, notamment celles qui se penchent sur les institutions comme les sciences politiques. L'enjeu fondamental réside dans la forme des institutions pouvant promouvoir la liberté comme non-domination. Comme le remarquent Casassas et Wispelaere, le républicanisme est une théorie politique se cachant sous les attraits d'une théorie de la liberté⁶. Cette théorie a pour base l'importante notion de propriété⁷, condition nécessaire à la protection de la liberté républicaine, c'est-à-dire la liberté comme non-domination. Or, c'est sur la définition même de ce qu'est le fait d'avoir une liberté et une autonomie garantie par la propriété que les deux courants républicains se distinguent.

L'un des fondements important du républicanisme classique est que la société marchande est pleine de risque et d'insécurité et qu'elle abandonne donc l'autonomie aux mouvements arbitraires et incertains du marché. Inversement, les républicains modernes défendent l'idée forte selon laquelle le marché permet aux individus d'être protégés, car ce dernier est impersonnel et neutre. Pour les premiers, il est nécessaire d'être en contrôle de sa destinée, de ne pas être soumis à l'arbitraire d'aucun individu ni d'aucune force extérieure ; l'autonomie dépend d'un contrôle significatif de sa propriété. Pour les seconds, sacrifier cette forme d'autonomie au marché est légitime, car celui-ci la défendra, mais seulement indirectement et surtout impersonnellement.

Cette tension peut seulement être élucidée si nous intégrons une distinction importante au sein de notre conception de la propriété : l'intégration de la notion de contrôle. Une fois cette distinction introduite, il devient aisé de comprendre pourquoi les

³ Laborde, C. (2008), *Critical Republicanism* ; Laborde, C. (2009), « Républicanisme critique vs républicanisme conservateur » ; Laborde, C. (2012), « Republicanism ».

⁴ Dagger, R. (1997), *Civic virtues* ; Dowding, K. (2011), « Republican freedom, rights, and the coalition problem ».

⁵ Laborde, C. (2010), « Republicanism and Global Justice A Sketch ».

⁶ Casassas, D. et J. De Wispelaere (2012), « The Alaska Model », p. 176.

⁷ Casassas, D. et J. D. Wispelaere (2015), « Republicanism and the political economy of democracy », p. 4.

républicains contemporains s'intéressent autant au revenu de base qu'à la démocratisation des entreprises et même de la finance. L'ambition de cette présentation est d'explorer cette distinction et son lien avec le républicanisme.

Nous commencerons par présenter la tension entre les républicains classiques et modernes. Ce faisant, nous verrons que le contrôle est l'élément unificateur du républicanisme. Ensuite, nous montrerons comment il est possible de parler de contrôle en relation avec la propriété en discutant du livre de John Christman : *The Myth of Ownership*. Dans la conclusion, nous évoquerons quelques pistes intéressantes et cohérentes avec le projet républicain pour réaliser cette conception de la liberté en économie.

1. La propriété républicaine

Cette première partie servira à montrer la tension qui existe au sein du républicanisme et qui sépare les républicains classiques et les républicains modernes⁸. Celle-ci fera apparaître l'idée selon laquelle il ne semble pas y avoir de notion claire de ce qu'est la propriété pour les républicains. Cela explique la tension irrésolue entre républicanisme classique et moderne. Pour la résoudre, nous ferons appel en 2^e partie à la distinction de Christman.

Comme nous l'avons dit en introduction, l'idée de propriété est centrale pour le républicanisme dans son ensemble, c'est grâce à celle-

⁸ Il est important de préciser que cette distinction entre républicanisme classique et républicanisme moderne ou commercial est un tracé flou. La division est arbitraire et peut changer selon les perspectives. Les républicains classiques vacillent entre républicains et défenseurs d'une liberté « positive », tandis que les républicains commerciaux sont parfois républicains, parfois libéraux. Il n'est jamais simple de créer des catégories de cette sorte. Cependant, pour notre propos, cette distinction s'effectue, comme nous le verrons, sur le plan du rôle de la propriété. Celle-ci est plus claire que si nous discutons de la notion de vertu ou du rôle de la richesse. (voir : Dagger, R. (1997), *Civic virtues* ; Audard, C. (2009), *Qu'est-ce que le libéralisme ?* ; Kalyvas, A. et I. Katznelson (2008), *Liberal Beginnings Making a Republic for the Moderns*. ; MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom* ; Casassas, D. et al. (2013), « Adam Smith's Republican Moment » ; Kennedy, G. (2013), « Cicero, Roman Republicanism and the Contested Meaning of Libertas » ; Connolly, J. (2014), *The Life of Roman Republicanism*.

ci que l'individu acquiert l'indépendance matérielle nécessaire pour avoir une capacité de négociation (*bargaining power*) face aux autres agents⁹. Cette propriété matérielle, Casassas et De Wispelaere la décrivent comme fondamentale dans toute l'histoire du républicanisme, même si elle a pris différentes formes au fil de l'histoire (terres, troupeaux, esclaves, etc.)¹⁰. Quel est le rôle de cette propriété ? La réponse : garantir à l'individu l'indépendance face aux autres individus. Sur ce plan, l'ensemble du républicanisme s'entend. Là où la tension émerge est sur le rôle social et politique de cette propriété, et surtout sa production.

1.1. Le républicanisme classique

Pour les républicains classiques, la liberté s'exprime par une souveraineté active de l'individu comprise comme action directe au sein de la cité¹¹. Cette implication dans la cité est garante de la sécurisation des biens de tout un chacun. La propriété est l'élément central de cette conception de la liberté, car c'est avec celle-ci que l'individu peut être considéré comme autonome et indépendant, deux valeurs centrales du républicanisme classique. Pour les républicains classiques, la production était vue comme nécessaire, mais aussi indigne de l'homme libre. Il n'y avait rien de particulier à l'acte de produire de la richesse, mais celle-ci était seulement instrumentale à l'activité réelle de l'homme libre, l'action politique et la pratique de la vertu. Il n'y a donc pas un accent sur la production, mais sur la conservation de ce qui existe déjà. Comme le précise MacGilvray :

[f]or the classical republicans these implications were, as we have seen, largely negative. To be sure, the right to own

⁹ Casassas, D. et J. D. Wispelaere (septembre 2015), « Republicanism and the political economy of democracy », p. 4.

¹⁰ *Ibid.*, p. 4-5 ; Casassas, D. *et al.* (2013), « Adam Smith's Republican Moment », p. 4.

¹¹ Ce n'est cependant pas dire que ce type de républicanisme favorise une liberté « positive », mais seulement que l'action politique concrète peut être considérée comme instrumentale à la liberté, sans nécessairement en être la composante nécessaire (Voir : MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, p. 49 ; Pettit, P. (2012), *On the People's Terms.*)

property and to use and dispose of it as one pleases was seen both as a privilege of and as a precondition for the enjoyment of free status, and interference with this right was therefore counted among the paradigmatic examples of the arbitrary exercise of power¹².

En effet, toute interférence à la propriété était une attaque contre la liberté de l'individu, au sens où cela représentait une menace contre celle-ci. Cette remarque montre bien quel sens pouvaient donner les classiques à la notion de propriété de soi : celui d'une condition nécessaire de la vie libre. C'est en étant maître de soi-même, autant spirituellement (vertu) que pratiquement (dans l'indépendance matérielle permettant à chacun de ne pas avoir à se soumettre à un tiers), que l'on peut réellement atteindre la vie libre.

Conséquemment, il n'est pas envisageable pour les classiques qu'un individu puisse travailler pour un autre en échange de rémunération, d'un salaire. Ce serait se soumettre à l'arbitraire d'un tiers et ainsi sacrifier sa liberté. Il en va de même, faut-il dire, pour celui qui décide de travailler soi-même pour s'enrichir. Le travail est considéré par les républicains classiques comme étant aussi quelque chose d'indigne pour l'homme libre. Si quelqu'un doit travailler pour protéger sa liberté, c'est qu'il est potentiellement soumis à l'arbitraire d'un autre (la menace constante de la pauvreté en est un exemple)¹³. Les républicains classiques rejetaient le commerce, car ils considéraient le risque inhérent aux aventures commerciales comme étant ce genre de menace¹⁴. La vie bonne, la vie libre, était l'idéal des républicains anciens :

¹² MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, p. 84.

¹³ Il est important de noter ici que la question de la domination potentielle est centrale dans la tradition républicaine. Il ne suffit pas seulement de ne pas subir d'interférence arbitraire d'un tiers à un temps x pour ne pas être libre. Un individu peut ne pas être libre quand bien même il ne subirait pas d'interférence au présent, car la potentialité même d'interférence arbitraire est suffisante pour soustraire la liberté.

¹⁴ On peut penser, ici, à la manière dont Shakespeare utilise le risque que représente l'expédition marchande dans *Le marchand de Venise*. C'est là la base de l'intrigue et la raison pour laquelle le personnage de Shylock, l'usurier, entre en scène.

[f]he classical republican expects the free man to be neither calculating nor self-interested ; these are the defining features of *homo aconomicus*. Freedom in the classical republican tradition consists in being socially and legally set apart from one's fellows ; markets are often praised for their blindness to status distinctions – or at least to those that cannot be expressed in economic terms¹⁵.

Le républicanisme classique est fondamentalement une conception politique de statut et de droits où l'homme libre est libre parce qu'il possède ce statut et ces droits qui le sépare des autres et le rend indépendant. Cette indépendance se traduit, sur le plan de la propriété, par une distance avec le monde matériel. Par rapport à la propriété, les classiques n'avaient avec elle qu'un rapport instrumental et utilitaire. L'individu doit se vêtir, se nourrir et se loger, mais ce ne sont pas des activités qui donnent sens à l'existence. Conséquemment, le commerce et la production de biens sont par eux regardés comme étant une activité sous le statut de l'homme libre.

[T]hese thinkers saw the economic realm as a realm not of freedom but of necessity, in the Aristotelian sense that it was concerned with the goods – such as food, shelter, and clothing – that make life possible, not the goods – above all the virtues – that make it worth living. The acquisition and consumption of material goods is obligatory for all people – there can be no particular honor or dignity in that – and so freedom is associated in this way of thinking with the activities that one is able to engage in once these material needs have been satisfied. In short, although the secure ownership of property was seen in classical republican thought as one of the essential marks of free status, active participation in the realm of production and trade was thought to be incompatible with the cultivation of virtue, and thus beneath a free man's station¹⁶.

Toute la querelle entre le républicanisme classique et commercial s'exemplifie dans le cas de la vertu. Les républicains classiques tels

¹⁵ MacGilray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, p. 115.

¹⁶ *Ibid.*, p. 84.

que Cicéron et Aristote considéraient que la propriété était une condition nécessaire à la vertu, car quiconque devait travailler de ses mains pour gagner sa vie n'était pas en condition de pouvoir développer la vertu. Celle-ci ne pouvait s'acquérir en réalisant la vraie nature de l'homme, c'est-à-dire en s'impliquant politiquement dans la cité. Cicéron affirmait même que le travail manuel avait un potentiel corrupteur et pouvait, par habitude, vicier le caractère de l'individu¹⁷. C'est l'un des éléments centraux qui les distingue des républicains commerciaux, mais qui sera aussi une faiblesse du républicanisme contemporain¹⁸. En effet, miser sur un certain trait de caractère comme étant propice à défendre la liberté est porter flanc à une conception de la liberté perfectionniste problématique.

1.2. Le républicanisme commercial

Les républicains modernes, de leur côté, considèrent que la liberté est mieux protégée par l'activité commerciale et la production¹⁹. À l'inverse des républicains classiques, les républicains modernes, comme Montesquieu, considéraient l'activité commerciale comme possédant la capacité de faire émerger les vertus nécessaires à une vie en société paisible et pacifique²⁰. C'est en favorisant la propriété, en organisant les institutions de manière à favoriser la production que les individus acquéraient plus de liberté. La propriété est clairement comprise comme étant la production de l'individu, le fruit de son travail, le surplus causé par sa propriété de lui-même. Contrairement au républicanisme classique, la propriété s'étend au-delà de la propriété terrienne ou d'esclave et incorpore les marchandises autant que la force de travail individuelle. Ils rejettent et renversent l'idée selon laquelle le travail est corrosif à la vertu. Le travail est une

¹⁷ MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, p. 80-89.

¹⁸ Duhamel, J. (2015), « Usages et mésusages de la vertu dans le républicanisme contemporain ».

¹⁹ Il y a bien évidemment de nombreux débats et de nombreuses nuances au sein même de ce qu'on appelle les républicains modernes ou commerciaux. Aux fins de cet essai, nous ne considérerons que la perspective républicaine commerciale du style d'Adam Smith comme présenté par Casassas (Voir : Casassas, D. *et al.* (2013), « Adam Smith's Republican Moment »)

²⁰ MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, p. 131.

propriété qui peut être vendue. Les biens ne sont pas simplement des moyens de subsistance, des nécessités afin d'être disponible pour de plus nobles tâches, ce sont les éléments propres de l'autonomie. C'est parce que nous sommes propriétaires que nous sommes libres.

1.3. Propriété et salaire

Il convient d'introduire ici la distinction entre le producteur et le salarié, une Nuance qui nous permettra ensuite d'en arriver à la distinction de Christman. Comme nous l'avons dit au sujet des républicains classiques, le travail, qu'il soit salarié ou non, est un signe d'absence de liberté. Que l'individu soit propriétaire de sa force de travail ou non, cela n'a pas d'importance, car le travail en lui-même est liberticide et corrupteur. L'homme libre ne travaille pas, mais s'occupe à être vertueux. Pour les modernes, cette vertu s'exprime dans le travail productif et commercial. Cependant, ce qui distingue les libéraux des républicains de cette tendance réside dans la définition de ce qu'est travailler.

Il serait facile, ce faisant, d'intégrer producteur et salarié dans la même catégorie d'individu travaillant. Or, ce sont deux choses profondément distinctes. Le travailleur propriétaire de ses moyens de production est libre, tandis que celui qui est au service d'un autre ne l'est pas. Le salarié n'est pas libre, car il est soumis à l'arbitraire de son employeur. En quel sens est-ce le cas ? Comment pouvons-nous dire que le salarié n'est pas libre ?

La question est importante, surtout que le républicanisme, comme nous l'avons dit, accepte dans toutes ses formes la propriété de soi. Ne pourrions-nous pas dire que le travailleur salarié est propriétaire de sa force de travail et qu'en ce sens, il est toujours producteur ?

MacGilvray exprime clairement cet enjeu :

With the emergence of a class of otherwise free citizens who owned nothing of value except for their own capacity to work, it became clear that it is possible to be free in the sense of having the right to trade one's property for something else of value – to sell one's labor in exchange for a wage – while nevertheless remaining unfree in the sense of being dependent on an employer and, more

broadly, on the availability of remunerative work for one's material well-being²¹.

La différence réside dans le rapport à l'autonomie. Le producteur non-salarié n'est pas soumis à l'arbitraire d'un individu²², tandis que le salarié est à l'emploi de quelqu'un.

From a republican standpoint, the freedom to sell one's labor to the highest bidder is not properly speaking freedom at all, as the various critics of wage slavery never tired of pointing out. From the standpoint of market freedom, by contrast, the effort to preserve or enhance the security of the working class by blocking or regulating voluntary transactions between consenting adults is a manifest and even paradigmatic encroachment on individual liberty²³.

On peut donc voir que le travail salarié est liberticide, mais pourquoi alors est-ce que les républicains ne clarifient pas ce que l'individu doit posséder pour le rendre indépendant ? Est-ce que le travail ne permet pas d'acquérir la propriété pour ensuite être plus libre ? N'est-ce pas un choix que de se mettre à l'emploi d'un autre ? Pour répondre à ses questions, il semble nécessaire de clarifier la notion de propriété et d'y ajouter la distinction entre contrôle et revenu. Ce faisant, nous verrons que le revenu venant de la propriété de soi, lorsqu'elle est vendue, ne permet que de survivre, de subvenir à nos besoins, tandis qu'être en contrôle de notre propriété nous permet d'être réellement libres. Avec cette distinction, nous aurons les éléments théoriques nécessaires pour mieux comprendre l'apport théorique fécond du républicanisme à l'économie politique.

²¹ MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, p. 165.

²² Mais peut-être est-il seulement soumis aux revers du marché. Cependant, le marché peut aisément être compris comme une entité neutre, indifférente, donc non-arbitraire.

²³ MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, p. 165.

2. Contrôle et revenu

Jusqu'ici, nous avons vu qu'une tension existait entre les républicains classiques et modernes. Pour les premiers, l'autonomie était considérée comme un contrôle de soi et un détachement de toute activité économique. Pour les seconds, au contraire, l'activité économique était garante de liberté. D'apparence irréconciliables, ses deux positions partagent néanmoins l'importance de la notion de contrôle de sa propriété. Pour les premiers, il est vital que l'individu soit en total contrôle de lui-même (au sens de sa vertu) autant que de son indépendance de fortune. Pour les seconds, le contrôle de sa capacité à produire est nécessaire. La distinction entre contrôle et revenu, sur laquelle nous nous attarderons, est faite par John Christman dans son livre *The Myth of Property*. Dans cet ouvrage, il s'attaque à ce qu'il appelle la propriété libérale, c'est-à-dire la conception selon laquelle le contrôle et le revenu sont des parties inaliénables de la propriété. Celle-ci, dominante de nos jours dans le discours public, est étrangère à la pensée républicaine et s'y oppose parfois²⁴ :

In a nutshell, the reason that free markets (and hence capitalism) do not necessitate or entail private liberal ownership is that the definition of markets – whether of fully competitive ideal markets or real-world versions – focuses on the behavior of traders and their motivations concerning the disposition of their goods. Liberal ownership, on the other hand, specifies what rights they have²⁵.

Selon Christman, l'idée de propriété libérale intègre en son sein et de manière inaliénable et surtout inséparable le droit de contrôle et de revenu. C'est pourquoi Christman distingue tout d'abord le

²⁴ C'est, pourrait dire Casassas, l'influence problématique de ce qu'il appelle la conception isonomique de la liberté qui a relié la notion de contrôle et de revenu en une seule conception de la propriété. Conception qui est plus large que cela chez les républicains (voir : Casassas, D. *et al.* (2013), « Adam Smith's Republican Moment », p. 5).

²⁵ Christman, J. P. (1994), *The myth of property*, p. 28.

capitalisme, compris comme économie de marché, de la forme de propriété. Le marché ne requiert pas nécessairement la propriété libérale. Le marché peut être organisé de multiples autres manières, incluant des modes où le contrôle et la propriété sont distincts autant conceptuellement qu'en pratique (ce que défend le républicanisme en économie politique, comme nous le verrons).

La propriété libérale se définit par l'idée selon laquelle le propriétaire d'un bien a un contrôle total sur celui-ci. Pour Christman : « [...] liberal ownership is the view that owners have complete dominion over their goods, or absolute use, possession, transfer, and income rights over their property²⁶ », c'est-à-dire que le propriétaire peut à la fois contrôler son bien et en gagner l'usufruit. Dans une perspective républicaine, cette manière de concevoir la propriété sur le plan institutionnel peut laisser la voie libre à de nombreux problèmes. Le plus important dans le cadre de cette présentation est l'aspect potentiellement insensible de la distribution²⁷. Potentiel, car il varie selon les préférences des agents propriétaires. Si ceux-ci ont une forte conviction socialiste, nous dira Christman, alors ceux-ci pourraient organiser la structure institutionnelle pour que la propriété libérale soit sensible (au sens faible) à la distribution. Or, dans le cadre contemporain, avec l'arrangement institutionnel qu'est le marché capitaliste que nous connaissons, les incitatifs ne sont pas orientés vers une distribution particulièrement égalitaire ou offrant une base matérielle aux individus²⁸. C'est là que l'approche de Christman rencontre la théorie républicaine. Celle-ci reconnaît l'inégalité de revenu comme une des causes centrales de la perte de liberté, ce que ne fait pas la théorie libérale de la propriété. Pour les républicains, la propriété libérale permet l'utilisation dominatrice des ressources de certains individus sur d'autres. S'il n'y a pas un minimum de distribution des ressources, alors il ne peut pas y avoir de liberté²⁹. Il est donc nécessaire d'avoir

²⁶ Christman, J. P. (1994), *The myth of property*, p. 29.

²⁷ *Ibid.*, p. 30, 126.

²⁸ *Ibid.*, p. 126.

²⁹ Le courant classique et moderne « commercial » du républicanisme reconnaît à la base le danger d'une distribution radicalement inégalitaire de la propriété (Voir : Paine, T. (1797), *Agrarian justice* ; Raventós, D. et D. Casassas (2002), « Republicanism and Basic Income » ; Domènech, A. et D.

une théorie de la propriété qui impose conceptuellement ce minimum de distribution.

2.1. Autonomie et revenu

C'est la direction que prend la proposition de Christman. Sa critique de la propriété libérale s'articule autour d'arguments visant à réfuter les justifications normatives (utilité, moralité, etc) de cette conception de la propriété. Il en tire la conséquence qu'il est nécessaire de séparer le droit de contrôle d'une propriété du droit d'en tirer les revenus. L'ensemble des chapitres suivants, ceux qu'il dédie à la critique de la propriété libérale, sert à montrer qu'il y a une rupture profonde entre contrôle, compris comme autonomie, et revenu. Il est moins important pour lui de protéger le revenu qu'une personne tire de sa propriété que l'autonomie de cet individu. C'est un discours qui est très près du vocabulaire républicain comme nous le verrons plus loin. À plusieurs reprises, il fait référence à une compréhension de la propriété comme source d'indépendance, d'autonomie :

[...] property is understood as socio-economic independence and thus as self-ownership endowing individuals, who are free from possible blackmail stemming from someone else's socio-economic privileges, with the necessary independence of judgement for promoting the best interests of both themselves and the community [...] ³⁰.

Pour Christman, l'important n'est pas d'avoir un revenu maximum ou même une quantité donnée de ressource matérielle, mais bien un contrôle réel sur nos propriétés. Il l'énonce clairement ainsi : « What is necessary for minimal autonomy, then, is that individuals have a degree of control over, or approval of, the general

Raventós (2008), « Property and Republican Freedom » ; Casassas, D. *et al.* (2013), « Adam Smith's Republican Moment »).

³⁰ Raventós, D. et D. Casassas (2002), « Republicanism and Basic Income », p. 5.

aspects of these material conditions³¹ ». La raison pour laquelle Christman sépare le contrôle du revenu est que les deux notions ne participent pas de la même manière à l'autonomie.

C'est par cette notion que Christman articule la construction de son argument et par elle que nous pouvons lier sa proposition au républicanisme³². En distinguant le contrôle du revenu, Christman clarifie l'idée selon laquelle l'important n'est pas la quantité de propriété, mais son rôle pratique et libérateur. Pour lui, le contrôle permet l'autonomie, mais on peut aisément traduire cette préférence en termes républicains en parlant du contrôle comme de l'outil permettant la protection de la liberté comme non-domination.

Pour Christman, le gain de revenu est un avantage indirect de l'autonomie, mais ne représente pas son cœur même. Un républicain moderne pourrait affirmer la même chose que Christman quand celui-ci écrit : « [t]he arguments I am making here are not at all inconsistent with claims that the opportunity to engage in market exchange is important for autonomy [...] »³³. Le commerce n'est pas à rejeter, mais celui-ci ne doit pas venir se saisir du contrôle légitime qu'un individu doit avoir sur sa propriété.

Gaining income serves a wide variety of interests, and while it can also serve autonomy interests indirectly, it need not. Income rights are connected only with welfare interests more broadly considered and not necessarily autonomy interests. Or if they do increase autonomy indirectly (through purchases), their value will be parasitic on the control rights one then comes to have. Only if one gets to use the items will they contribute to one's autonomy³⁴.

³¹ Christman, J. P. (1994), *The myth of property*, p. 167.

³² En effet, comme nous l'avons vu, l'autonomie est centrale pour les républicains. Son articulation, malgré quelques différences dans la présentation et dans la forme (par exemple, Christman parle d'authenticité, contrairement aux républicains), est semblable et se formule dans un même socle non-individualiste (voir : *Ibid.*, p. 168).

³³ *Ibid.*, p. 170.

³⁴ *Ibid.*, p. 169.

Le droit au revenu est donc second, relégué à un rôle accessoire par rapport au but premier, l'étendue du droit au contrôle.

This connection entails that allowing citizens to enjoy control rights over goods – an equal share of goods – should get first priority in the economic policies of the egalitarian state. Income rights, on the other hand, do not have this connection with autonomy and hence should be reshaped and regulated in whatever manner is necessary to achieve economic goals of the society, in particular equalizing shares (politically defined)³⁵.

L'appel aux mécanismes politiques pour définir la juste distribution des biens est encore une fois un vocabulaire résonnant avec le républicanisme, car ce dernier considère le politique comme étant l'outil par excellence de l'individu pour sa protection. C'est en s'engageant politiquement que l'individu peut activement protéger son autonomie. Comment ? En ayant un pouvoir actif sur les décisions de son allocation, ou, en terme républicain, en ne souffrant pas de l'arbitraire dans les aléas des choix économiques. C'est en ayant ce contrôle sur les décisions, que l'on peut transformer l'arbitraire des interférences en décisions légitimes. Or, comme nous l'avons vu, un minimum de contrôle sur sa propriété est nécessaire pour être dans une situation propice à l'expression et à la protection politique de son autonomie. C'est pourquoi le droit de contrôle de sa propriété, mis en lumière par Christman, est si important et permet de souligner un élément cher au républicanisme.

En fait, Christman affirme lui-même que la proposition qu'il défend restera dans des termes à forte connotation républicaine. En concluant le chapitre 4 de son livre, il décrit la proposition de son ouvrage comme celui d'un « model of ownership that will [...] more faithfully captures the basic components of freedom (autonomy), a model that makes much more explicit the true relation between the ownership of property and political liberty³⁶ ». En fait, il n'est pas clair que son projet ne partage pas plus d'affinité avec le courant républicain, car à plusieurs reprises il affirme que la conséquence de

³⁵ Christman, J. P. (1994), *The myth of property*, p. 178.

³⁶ *Ibid.*, p. 83.

son argumentation est de développer un espace permettant l'autonomie : « securing minimal autonomy for all citizens³⁷ ».

2.2. Deux alternatives : Le minimum de base et la propriété financière

Pour bien illustrer l'importance éclairante de la notion de contrôle et surtout de son aspect distinct du revenu, il est pertinent d'analyser un cas important dans la littérature récente de l'économie politique républicaine : la question du revenu de base³⁸. Pour les républicains, le revenu de base représente un minimum de base, un plancher fondamental qui permet à l'individu d'être autonome. Cependant, ce qui distingue l'approche républicaine d'autres propositions de revenu de base réside dans le contrôle nécessaire des sources de ce revenu que doivent avoir les individus. En effet, David Casassas et Jurgen De Wispelaere, dans leur étude du « Alaska Permanent Fund »³⁹, défendent l'idée selon laquelle un revenu inconditionnel, quelle que soit sa taille, ne réussit pas à satisfaire le réquisit républicain. Ceux-ci soutiennent qu'un fonds souverain comme celui de l'Alaska ne permet pas, dans une perspective républicaine, de promouvoir la liberté républicaine, car les individus ne reçoivent qu'un revenu de leur propriété, mais ne contrôlent qu'indirectement et imparfaitement l'avenir de cette source de revenus. Leur argument se formule dans un vocabulaire identique à la distinction de Christman et montre clairement que, si les habitants de l'Alaska avaient un contrôle réel de ce fonds sans nécessairement en avoir le revenu, ceux-ci jouiraient d'une plus grande liberté au sens de non-domination.

³⁷ Christman, J. P. (1994), *The myth of property*, p. 177.

³⁸ Raventós, D. et D. Casassas (2002), « Republicanism and Basic Income » ; White, S. G. (2003), *The civic minimum* ; Casassas, D. (2008), « Basic Income and the Republican Ideal » ; White, S. (2007), « The Republican Case for Basic Income : A Plea for Difficulty » ; Domènech, A. et D. Raventós (2008), « Property and Republican Freedom » ; Zwolinski, M. (décembre 2011), « Classical Liberalism and the Basic Income » ; Casassas, D. et J. De Wispelaere (2012), « The Alaska Model » ; Casassas, D. et J. D. Wispelaere (septembre 2015), « Republicanism and the political economy of democracy » ; Zwolinski, M. (2011), « Classical Liberalism and the Basic Income ».

³⁹ Casassas, D. et J. De Wispelaere (2012), « The Alaska Model ».

Une autre piste envisageable et peut-être plus aisément réalisable réside dans l'idée d'une finance démocratique au service de la société et de l'autonomie. La position que j'ai cherché à défendre peut nous mener à l'idée selon laquelle la finance, comme structure d'intermédiaires de propriété, pourrait, dans certaines conditions, participer à augmenter la liberté républicaine par le biais de la démocratisation. Une proposition concrète allant dans cette direction a été faite en Suède : le plan Meidner. Celui-ci, connu dans la recherche concernant les pays scandinaves⁴⁰ comme un des fondateurs du « modèle scandinave », propose la création d'un fonds des travailleurs qui, supporté par l'État, pousserait la propriété des entreprises lentement entre les mains des travailleurs. Ce plan, qui va plus loin que l'*Employee Stock Ownership Plan* (ESOP) américain, qui n'a pour but que de préparer la retraite du travailleur, vise clairement à donner plus de contrôle aux travailleurs par le biais des institutions économiques déjà existantes⁴¹.

Le républicanisme, en insistant sur l'importance du contrôle comme élément fondamental à la liberté, offre un outil important pour le design des institutions économiques. Avec lui, nous pouvons lier cette théorie politique de la liberté à plusieurs domaines d'études (économique, sociologique, politique) du monde économique⁴² et pouvoir en tirer des propositions normatives novatrices et pertinentes pour le monde contemporain.

Bibliographie

- Audard, C. (2009), *Qu'est-ce que le libéralisme ? : Éthique, politique, société*, Paris, Gallimard.
- Casassas, D. (2013), « Adam Smith's Republican Moment : Lessons for Today's Emancipatory Thought », Dans *Economic Thought*, vol. 2, n° 2, p. 1-19.
- Casassas, D. (2008), « Basic Income and the Republican Ideal : Rethinking Material Independence in Contemporary Societies », *Basic Income Studies*, vol. 2, n° 2.

⁴⁰ Meidner (1978), *Employee Investment Funds An Approach to Collective Capital Formation*.

⁴¹ *Ibid.*, p. 15.

⁴² Comme l'a très bien montré : Ferreras, I. (2012), *Gouverner le capitalisme ?*

- Casassas, D. et J. De Wispelaere. (2012), « The Alaska Model : A Republican Perspective », dans *Examining the Alaska Model : Is the Permanent Fund Dividend a Model Ready for Export ?*, Palgrave/Macmillan.
- Casassas, D. et J. D. Wispelaere. (2015), « Republicanism and the political economy of democracy », *European Journal of Social Theory*.
- Christman, J. P. (1994), *The Myth of Property : Toward an Egalitarian Theory of Ownership*, New York, Oxford University Press.
- Connolly, J. (2014), *The Life of Roman Republicanism*, Princeton, Princeton University Press.
- Dagger, R. (1997), *Civic Virtues : Rights, Citizenship, and Republican Liberalism*, New York, NY, Oxford University Press.
- Domènech, A. et D. Raventós. (2008), « Property and Republican Freedom : An Institutional Approach to Basic Income », *Basic Income Studies*, vol. 2, n° 2.
- Dowding, K. (août 2011), « Republican freedom, rights, and the coalition problem », *Politics, Philosophy & Economics*, vol. 10, n° 3, p. 301-322.
- Ferreras, I. (2012), *Gouverner le capitalisme ? : pour le bicamérisme économique*, Paris, PUF.
- Gelderen, M. van et Q. Skinner. (2005), *Republicanism a shared european heritage*. Vol. I, Cambridge, Cambridge University Press.
- Gelderen, M. van et Q. Skinner. (2005), *Republicanism a shared European heritage*. Vol. II, Cambridge, Cambridge University Press.
- Kalyvas, A. et I. Katznelson. (2008), *Liberal Beginnings Making a Republic for the Moderns.*, Leiden, Cambridge University Press.
- Kennedy, G. (2013), « Cicero, Roman Republicanism and the Contested Meaning of Libertas », *Political Studies*, DOI: 10.1111/1467-9248.12037.
- Laborde, C. (2012), « Republicanism », Rochester, NY, Social Science Research Network.
- Laborde, C. (2010), « Republicanism and Global Justice A Sketch », *European journal of political theory*, vol. 9, n° 1, p. 48–69.
- Laborde, C. (2009), « Républicanisme critique vs républicanisme conservateur : repenser les « accommodements raisonnables » ».
- Laborde, C. (2008), *Critical Republicanism : The Hijab Controversy and Political Philosophy : The Hijab Controversy and Political Philosophy*, Oxford University Press.

- MacGilvray, E. (2011), *The Invention of Market Freedom*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- Meidner. (1978), *Employee Investment Funds An Approach to Collective Capital Formation*, Londres, George Allen et Unwin.
- Paine, T. (1797), « Agrarian justice », *US Social Security Administration*, <https://www.ssa.gov/history/paine4.html> consulté le 21/11/2016.
- Pettit, P. (2012), *On the People's Terms : A Republican Theory and Model of Democracy*, Cambridge University Press.
- Pettit, P. (1997), *Republicanism : A Theory of Freedom and Government*, Oxford, Clarendon Press.
- Raventós, D. et D. Casassas. (2002), « Republicanism and Basic Income : the articulation of the public sphere from the repoliticization of the private sphere », dans ponencia presentada en el 9 th Congress of the BIEN (Ginebra, 12-14 de Septiembre de 2002).
- Skinner, Q. (1998), *Liberty before liberalism*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- White, S. (2007), « The Republican Case for Basic Income : A Plea for Difficulty », *Basic Income Studies*, vol. 2, n° 2, p. 7.
- White, S. G. (2003), *The Civic Minimum : On the Rights and Obligations of Economic Relationship*, Oxford ; New York, Oxford University Press.
- Zwolinski, M. (2011), « Classical Liberalism and the Basic Income », *Basic Income Studies*, vol. 6, n°2, p. 14 p.